Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

IMPACT DES MESURES D'INCLUSION PRODUCTIVES DU PROGRAMME « TEKAVOUL » EN MAURITANIE

30 janvier 2025

Auteurs

Bossuroy, Thomas
Karlan, Dean
Kazianga, Harounan
Parienté, William
Premand, Patrick
Udry, Chris
Vaillant, Julia
Wright, Kelsey

Résumé

Le présent rapport présente les résultats d'une évaluation de l'impact des mesures d'inclusion productive du programme Tekavoul en Mauritanie. L'évaluation d'impact compare l'efficacité de trois variantes du programme d'inclusion productive par rapport à un groupe témoin qui reçoit uniquement des transferts monétaires réguliers. Chaque variante comprend un ensemble de composantes de base en plus des transferts monétaires réguliers : groupes d'épargne et de crédit, coaching, et formation à l'entrepreneuriat. La première variante (« paquet capital ») ajoute à ces composantes une subvention en espèces de 9 000 MRU. La deuxième variante (« paquet psychosocial ») ajoute aux composantes de base une formation en compétences de vie, une projection d'un film suivi d'une discussion communautaire sur les aspirations et les normes sociales. La troisième variante (« paquet complet ») comprend toutes les composantes. Les résultats obtenus 16 mois après l'octroi des subventions montrent que les mesures productives ont un impact positif substantiel. Les trois paquets (complet, capital et psychosocial) contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations ; cependant, les paquets complet et capital sont ceux qui ont eu le plus d'impact sur toute une série d'indicateurs de résultats. En particulier, le paquet complet contribue à l'amélioration de la consommation totale, de la consommation non alimentaire, des revenus des entreprises et de la diversification des activités agricoles et non agricoles, et de la participation à des groupes d'épargne. L'ensemble des mesures contribue également à modifier la dynamique et la prise de décision au sein des ménages, comme le montrent les indices de contrôle des revenus et de contrôle des ressources du ménage. Les paquets capital et psychosocial entrainent également des impacts positifs, mais dans la plupart des cas, les impacts sont de plus grande ampleur pour le paquet complet. Cela montre que la combinaison des différentes composantes (de base, psychosociales et capital) conduit aux plus grands impacts pour les participants et leurs ménages en s'attaquant aux multiples contraintes auxquelles ils sont confrontés simultanément.

Tous droits réservés

Ce rapport a été rédigé par les services de la Banque mondiale avec la participation de contributeurs externes. Les observations, interprétations et opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration ou des pays qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucune prise de position quant au statut juridique d'un territoire, ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières. Rien dans le présent document ne constitue ou ne peut être interprété comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la Banque mondiale. Tous ces privilèges et immunités de la Banque mondiale sont expressément réservés.

Droits et Licences ¾ L'utilisation de cette œuvre est soumise aux termes de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Unported (CC BY 3.0) http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo.

En vertu de la licence Creative Commons Attribution, le contenu de cette œuvre peut être copié, distribué, transmis et adapté, notamment à des fins commerciales, sous réserve des conditions suivantes :

Mentions de la source ¾ Le rapport peut être cité comme suit : Bossuroy, Thomas ; Karlan, Dean ; Kazianga, Harounan ; Parienté, William ; Premand, Patrick ; Udry, Chris ; Vaillant, Julia ; Wright, Kelsey. « Impact des mesures d'inclusion productives du programme « Tekavoul » en Mauritanie », Washington DC : Banque mondiale.

Traductions ¾ Si une traduction de ce rapport est produite, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à la mention de la source : Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de la Banque mondiale. La Banque mondiale ne peut être tenue responsable du contenu de la traduction ou des erreurs qu'elle pourrait contenir.

Adaptation ¾ Si une adaptation de ce rapport est produite, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à la mention de la source : Cette œuvre est une adaptation d'une production originale de la Banque mondiale. Les idées et les opinions exprimées dans cette adaptation sont celles de l'auteur ou des auteurs et ne sont pas approuvées par la Banque mondiale.

Contenu tiers ¾ La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de tous les éléments du contenu de ce rapport. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation de tout ou partie du contenu de ce rapport ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation de ces droits. Si vous souhaitez réutiliser un élément de ce rapport, il vous incombe de déterminer si une autorisation est nécessaire et de l'obtenir auprès du détenteur des droits d'auteur. À titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images font partie de ces éléments.

Pour tout renseignements sur les droits et les licences, veuillez contacter la division des publications et des savoirs, Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; fax : 202-522-2625 ; e-mail : pubrights@worldbank.org

Remerciements

L'évaluation de l'impact des mesures d'inclusion productive est le résultat d'une collaboration entre le projet d'appui au système de filets sociaux de la Banque mondiale, l'Agence Tadamoun du Gouvernement de Mauritanie, le Programme de Protection Sociale Adaptative au Sahel de la Banque mondiale, le Laboratoire d'Innovation pour l'Égalité des Sexes en Afrique et DIME, les ONG Trickle Up, Cesam et Innovations for Poverty Action. L'étude a été soutenue par le Programme de Protection Sociale Adaptative au Sahel et le Wellspring Philanthropic Fund.

Nous tenons à remercier Mathieu Lefebvre, Maitre Hamdi Ould Mahjoub, Mohamedou Ahmedou Ould M'Haimid, Meyeye ould Ahmed, Taleb Khyar Ch. Melainine, Mohamed Saleh Hamahoullah, Xavier Huchon, Robin Audy et les ONG ECODEV et ADIG pour une collaboration fructueuse.

Le Programme national des filets sociaux « Tekavoul » a dirigé la mise en œuvre de l'intervention, avec l'assistance technique de la Banque Mondiale (coordonnée par Thomas Bossuroy et Patrick Premand), Trickle Up (coordonnée par Jo Sanson et Yerefolo Malle), CESAM (coordonnée par Dissou Zomahoun), Robin Audy et Catherine Thomas.

Le CRDES a collecté les données de l'enquête avec l'appui de Christian Jean-Noël Batiobo de la Banque mondiale. Vincent Mermet-Bijon et Jonas Weinert ont apporté une aide précieuse à l'analyse des données. Emma Willenborg a rédigé la première version de ce rapport.

Nous tenons à remercier les participants aux ateliers de diffusion des résultats préliminaires à Dakar en novembre 2020 et novembre 2022, aux séminaires de la Banque mondiale (y compris PEI et DIME) et à l'IPA pour leurs contributions et leurs observations.

L'étude a été préenregistrée dans le registre RCT de l'AEA : https://www.socialscienceregistry.org/trials/2544.

Table des matières

I. INTRODUCTION **6**

II. LES INTERVENTIONS **8**

2.1. Le programme national de filets sociaux en Mauritanie 8

2.2. Contraintes aux activités économiques productives 8

2.3. Le programme d'inclusion productive en Mauritanie 9

2.3.1. Composantes de base : Coaching, groupes d'épargne et formation à l'entrepreneuriat 10

2.3.2. Composante psychosociale : Projection ciné-débat et formation aux compétences de vie 10

2.3.3. Composante capitale : Subvention en espèces 11

2.4. Mise en œuvre du programme 11

2.4.1. Qualité de la mise en œuvre 11

2.5. Sélection des bénéficiaires et couverture du programme 13

III. CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DE L'EVALUATION D'IMPACT **14**

3.1. Conception de l'évaluation d'impact 14

3.2. Échantillonnage et calendrier 15

3.3. Description des données de l'enquête de référence 16

IV. RÉSULTATS **17**

V. CONCLUSION **22**

VI. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES **23**

Table des figures et tableaux

Figure 1 - *Couverture géographique du projet pilote d'inclusion productive et de l'évaluation d'impact en Mauritanie* 13
Figure 2 - *Protocole de l'évaluation d'impact* *14*
Figure 3 - *Calendrier du projet pilote d'inclusion productive et de l'évaluation d'impact en Mauritanie* 15
Figure 4 - *Impacts sur la consommation des ménages (par jour et par équivalent adulte, en USD PPA)* 17
Figure 5 - *Impacts sur les revenus des entreprises et les investissements au niveau des individus et des ménages (USD PPA)* 18
Figure 6 - *Temps consacré aux activités professionnelles agricoles et non agricoles, par bénéficiaire* 19
Figure 7 - *Impact des mesures productives sur la participation à des groupes d'épargne et sur l'endettement.* 20
Figure 8 - *Impact des mesures productives sur les normes sociales* 20
Figure 9 - *Impact des mesures productives sur la dynamique intra-ménage et l'autonomisation des femmes* 21

Tableau 1 - *Vue d'ensemble des six interventions d'inclusion productive menées en Mauritanie.* 9
Tableau 2 - *Indicateurs de suivi pour les six interventions productives en Mauritanie* 12
Tableau 3 - *Coût par bénéficiaire et par intervention pour le projet pilote d'inclusion productive en Mauritanie* 13

I. INTRODUCTION

Au cours des 20 dernières années, de nombreux gouvernements ont élargi les programmes de filets sociaux pour atteindre les ménages vivant dans la pauvreté ou l'insécurité alimentaire. Ces programmes ont des effets positifs sur le bien-être des ménages et l'investissement productif (Alderman et al., 2014 ; Bastagli et al., 2019).

Les personnes qui vivent dans une extrême pauvreté sont souvent confrontées à de multiples contraintes pour améliorer leurs conditions de vie. Ainsi, des programmes qui combinent des transferts monétaires avec des mesures d'accompagnement peuvent amplifier les impacts des filets sociaux sur le capital humain ou la participation économique et encourager une sortie durable de l'extrême pauvreté. Par exemple, les programmes multidimensionnels, parfois appelés programmes d'inclusion économique, d'inclusion productive ou de graduation, ont démontré des impacts significatifs sur le bien-être, les activités génératrices de revenus et les revenus à court, moyen et long terme (Banerjee et al. 2015 ; Bandiera et al., 2017 ; Bedoya et al., 2019 ; Banerjee et al, 2021 ; Bossuroy et al, 2022 ; Balboni et al., 2023). Les gouvernements s'intéressent de plus en plus à la mise à l'échelle de ces approches multidimensionnelles. Toutefois, d'importantes questions subsistent, notamment sur la manière d'optimiser les paquets d'interventions pour une expansion à grande échelle efficace par le biais de systèmes nationaux de protection sociale adaptatifs.

Le Programme de Protection Social Adaptative au Sahel (PPSAS) a été lancé en 2014 pour renforcer les systèmes de protection sociale adaptative. La protection sociale adaptative vise à améliorer la résilience des populations pauvres et vulnérables face aux effets des changements climatiques. Le PPSAS couvre six pays : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. Quatre de ces pays – le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal – ont collaboré à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation d'un programme d'inclusion productive conçu pour être intégré à leurs programmes nationaux de filets sociaux. Des évaluations d'impact ont été réalisées dans chaque pays afin de documenter l'efficacité de ces programmes. L'initiative a permis un apprentissage collaboratif entre les pays, une mutualisation des coûts de conception des paquets productifs, et des évaluations d'impact coordonnées dans les différents contextes, y compris dans les zones urbaines, rurales et exposées aux conflits.

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation de l'impact des mesures d'inclusion productive mises en œuvre parallèlement au programme national de transferts monétaires en Mauritanie. L'évaluation d'impact consistait en un essai contrôlé à sélection aléatoire, et compare l'efficacité de trois variantes du programme d'inclusion productive par rapport à un groupe témoin qui recevait uniquement des transferts monétaires réguliers. Chaque variante comprend un ensemble de composantes de base en plus des transferts monétaires réguliers : groupes d'épargne et de crédit, coaching, et formation à l'entrepreneuriat. La première variante (« paquet capital ») ajoute à ces composantes une subvention en espèces de 9 000 MRU. La deuxième variante (« paquet psychosocial ») ajoute aux éléments de base une formation en compétences de vie, une projection d'un film suivi d'une discussion communautaire sur les aspirations et les normes sociales. La troisième variante (« paquet complet ») comprend toutes les interventions : les composantes de base, la composante capital (subvention de 9 000 MRU), et la composante psychosociale (compétences de vie et projection-débat).

En Mauritanie, les résultats obtenus 16 mois après l'octroi de la subvention démontrent un impact positif substantiel des mesures productives. Les principaux indicateurs de résultats évalués portent sur la consommation des ménages et la sécurité alimentaire, les actifs des ménages, les activités génératrices de revenus et les bénéfices, les revenus salariaux des ménages, l'épargne et les mesures du bien-être psychologique et social. Les trois paquets (complet, capital et psychosocial) contribuent à l'amélioration des résultats ; cependant, les paquets complet et capital sont ceux qui ont eu le plus d'impact sur toute une série d'indicateurs. Le paquet complet augmente de manière significative les revenus des entreprises des bénéficiaires et des ménages, et les paquets complets et capital facilitent la diversification des revenus, notamment grâce à l'augmentation des activités non agricoles. Les impacts sur l'épargne des ménages sont importants pour les trois paquets. Pour le paquet complet, la participation aux groupes d'épargne a été multipliée par trois et les montants épargnés ont été multipliés par près de sept. Enfin, le paquet psychosocial a eu le plus grand impact sur l'évolution des normes sociales, grâce à une amélioration de la perception de la participation économique et sociale des femmes, et le paquet complet a amélioré les indices mesurant le contrôle exercé par les femmes sur les revenus et les ressources du ménage.

Les résultats de la Mauritanie complètent ceux du Niger, du Burkina Faso et du Sénégal, qui indiquent globalement des impacts positifs des mesures d'inclusion productive :

- **Au Niger**, les résultats montrent un impact de chacune des trois variantes sur les indicateurs de consommation et de sécurité alimentaire à 6 et 18 mois après l'intervention (Bossuroy et al., 2022a et 2022b). Chaque variante augmente significativement l'investissement, la participation des femmes aux activités économiques et les revenus des activités génératrices de revenus non agricoles, l'élevage et les revenus de l'élevage, et la diversification des revenus des ménages. Des impacts positifs sont observés sur plusieurs dimensions du bien-être psychologique et social et sur l'autonomisation économique des femmes.
- **Au Burkina Faso**, les effets sont encourageants pour les femmes bénéficiaires, mais plus limités au niveau des ménages (Bossuroy et al., 2024). Les revenus des bénéficiaires augmentent, de même que leur épargne et leur bien-être psychosocial. La consommation des ménages et la sécurité alimentaire restent cependant stables. Le contexte d'insécurité peut expliquer l'augmentation relativement plus importante de l'épargne par rapport à l'investissement productif.
- **Au Sénégal,** les résultats indiquent un impact positif substantiel et durable des paquets capital et complet sur les activités génératrices de revenus, y compris la diversification des activités, les revenus et les bénéfices des entreprises, et les revenus salariaux. Cependant, l'impact des trois paquets sur le bien-être psychologique et social est plus mitigé. Les impacts positifs sur l'épargne et les actifs des ménages se maintiennent trois ans après la fin des interventions.

II. LES INTERVENTIONS

2.1. Le programme national de filets sociaux en Mauritanie

Lancé en 2013, le programme national de filets sociaux *Tekavoul* fournit des transferts monétaires et des mesures d'accompagnement aux ménages chroniquement pauvres en Mauritanie. *Tekavoul* cible les 100 000 ménages les plus pauvres au niveau national pour une période de cinq ans, renouvelable en cas de besoin. Le programme touche actuellement 131 364 ménages sur tout le territoire. Les transferts monétaires sont effectués trimestriellement et conditionnés à la participation des ménages à des activités de promotion sociale. Le ciblage est basé sur les données du registre social qui combine un ciblage communautaire et une enquête pour identifier les ménages les plus pauvres (méthode du *Proxy Means Test*)[1]. En 2024, le montant trimestriel des transferts en espèces s'élève à 3 600 MRU, montant qui a augmenté au fil du temps[2]. Les objectifs du programme sont d'améliorer la consommation des ménages, l'accès à l'éducation primaire, l'utilisation des services de santé et l'adoption de comportements positifs liés à la santé, à la nutrition, à l'éducation et au développement de la petite enfance.

Le Gouvernement mauritanien a également soutenu des transferts monétaires dédiés à la réponse aux chocs. Depuis 2017**,** les transferts monétaires *Elmaouna* atteignent chaque année environ 3 000 ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par la sécheresse pendant la période de soudure. Les ménages sont sélectionnés à partir du registre social en utilisant des critères définis par le Commissariat à la sécurité alimentaire. Quatre transferts sont effectués mensuellement entre juin et septembre pour un montant équivalent à 75 % du panier alimentaire moyen. En outre, entre 2021 et 2024, le gouvernement a piloté un programme « *Tekavoul choc* » pour atteindre des ménages supplémentaires touchés par des chocs dans des zones non couvertes par Elmaouna. Le projet pilote comprend des mécanismes permettant d'augmenter temporairement le nombre de ménages recevant des transferts en espèces (expansion horizontale) et la valeur du transfert (expansion verticale). Les ménages reçoivent la même fréquence et le même montant de prestations qu'*Elmaouna*. Entre ces programmes *Tekavoul* et *Elmaouna*, le gouvernement vise à atteindre une moyenne de 8 000 ménages vulnérables chaque année avec des transferts monétaires permettant de faire face aux chocs.

2.2. Contraintes aux activités économiques productives

Dans le cadre du programme de protection sociale adaptative au Sahel (PPSAS), une phase de diagnostic, notamment sur la base de consultations et de travail qualitatif dans plusieurs pays, a permis d'identifier et de hiérarchiser les contraintes à l'emploi productif rencontrées par les bénéficiaires des filets sociaux au Sahel. La phase de diagnostic visait à identifier les principaux défis à la croissance de la productivité dans les secteurs agricoles et non agricoles et à éclairer la conception de programmes d'inclusion productive au Sahel. Parmi les principales contraintes de productivité citées par le diagnostic qualitatif figurent le manque de capital financier, la mauvaise qualité des infrastructures (en particulier les routes et les marchés) et des actifs productifs, le faible nombre de clients et la forte concurrence (Bossuroy, Koussoube et Premand, 2020). Dans le secteur agricole, la principale contrainte

[1] La méthode de ciblage a changé depuis la réalisation de l'évaluation d'impact, parallèlement à la mise à jour et à l'extension du registre social.
[2] Initialement, le montant du transfert trimestriel était de 1 500 MRU. Il est passé à 2 200 MRU en 2022 et à 2 900 MRU en 2023.

identifiée est l'accès limité aux intrants agricoles modernes, suivi par l'accès limité au capital. Le faible accès au capital a été cité comme la principale contrainte dans le secteur non agricole. Suite à cette phase diagnostic, un paquet d'interventions d'inclusion productive a été conçu pour s'attaquer aux contraintes multiples en matière d'investissements productifs et pour améliorer la capacité de gestion des risques par les populations. La conception du programme d'inclusion productive a été le produit de consultations locales et régionales et un atelier participatif en octobre 2016 réunissant des représentants des programmes nationaux de filets sociaux, des chercheurs externes, le personnel de la Banque mondiale et des partenaires techniques.

2.3. Le programme d'inclusion productive en Mauritanie

Le programme de Mesures Productives (MP) en Mauritanie dans sa phase pilote a fourni un paquet d'inclusion productive supplémentaire aux ménages visés par *Tekavoul* et qui recevaient donc déjà des transferts monétaires réguliers. Les mesures productives ont touché environ 2 000 ménages bénéficiaires entre mai 2018 et septembre 2019 (18 mois). 95,5 % des bénéficiaires étaient des femmes. Le programme était composé de six interventions présentées dans le tableau 1 ci-dessous. Ces interventions incluaient de trois composantes : 1) la composante de base, y compris le coaching, les groupes d'épargne et une formation aux compétences en micro-entrepreneuriat ; 2) la composante psychosociale, y compris une session de sensibilisation aux aspirations et aux normes sociales et une formation aux compétences de vie, et 3) la composante capitale, qui consiste en l'octroi d'une subvention en espèces à fins productives. Des ONGs ont été contractualisées pour la mise en œuvre des mesures productives, et ont recrutés des animateurs/encadreurs pour la mise en œuvre sur le terrain. Ces mesures d'inclusion économique ont ensuite été ajustée et mises à l'échelle pour les ménages sortants du programme ainsi que pour des ménages bénéficiaires de Tékavoul sélectionnés parmi les réfugiés et communautés hôtes dans le Hodh El Chargui.

***Tableau 1 -** Vue d'ensemble des six interventions d'inclusion productive menées en Mauritanie.*

Composante	Intervention	Description
Composantes de base	Groupes d'épargne	Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) d'environ 20 membres par groupe.
	Coaching/accompagnement	Les animateurs fournissent un accompagnement à la fois collectif et individuel aux membres du groupe d'épargne.
	Formation à l'entrepreneuriat	Des sessions de formation en groupe qui couvrent les compétences fondamentales en matière de gestion des micro-entreprises.
Composante psychosociale	Ciné-débat	Une session unique avec discussion communautaire sur les aspirations et les normes sociales.
	Formation aux compétences de vie	Sessions de formation en groupe portant sur la confiance en soi, les techniques de communication et d'autres compétences de la vie quotidienne.
Composante capital	Subvention en espèces	Subvention unique en espèces accordée aux membres des groupes d'épargne.

2.3.1. Composantes de base : Coaching, groupes d'épargne et formation à l'entrepreneuriat

Groupes d'épargne. Avec l'aide d'animateurs des ONG, les participants ont formé des groupes d'épargne appelés Associations villageoise d'épargne et de crédit (AVEC). Chaque groupe élit des membres à des postes de direction et décide collectivement des règles régissant l'association. Le groupe décide du coût d'une part d'épargne, du montant maximum du prêt, des conditions de prêt et du taux d'intérêt, de la durée du cycle (entre 9 et 12 mois), ainsi que d'une contribution de solidarité requise et de pénalités applicables en cas de non-respect des règles du groupe. Les groupes tiennent des réunions hebdomadaires tout au long du cycle. Durant ces réunions, les membres épargnent en achetant des actions, versent des montants prédéterminés au fonds de solidarité et contractent des prêts à court terme pour leurs activités économiques. À la fin de chaque cycle, l'épargne accumulée (plus les revenus provenant des intérêts et des pénalités) est redistribuée aux membres en fonction du montant de leur épargne.

Coaching/accompagnement. Les encadreurs des ONG offrent un accompagnent individuel et collectif et appuient les groupes pendant leurs activités. Les groupes d'épargne servent de plateforme pour les sessions de coaching de groupe, et les membres participent également à l'accompagnement individuel. Les encadreurs des ONGs locales sont formés par une ONG internationale partenaire (Trickle Up), avec des guides de coaching adaptés au contexte local. Les séances de groupe durent entre 15 minutes et une heure, 2 à 4 fois par mois, en fonction des besoins du groupe. L'encadrement de groupe aide les membres à résoudre les problèmes liés au fonctionnement du groupe, à améliorer la gestion du groupe et à résoudre les problèmes liés aux activités génératrices de revenus (AGR) des membres. L'accompagnement individuel aide les participants à développer et à gérer leur AGR. L'accompagnement individuel est réalisé au cours de visites à domicile d'une durée moyenne de 30 minutes, bien que le nombre de séances par participant varie en fonction de la charge de travail de l'encadreur.

Formation au micro-entrepreneuriat. Les groupes participent à une formation intensive d'une semaine sur le micro-entreprenariat. Le curriculum a été adapté à partir du programme de formation « Start and Improve Your Business » (SIYB) développé par l'Organisation internationale du travail (OIT)[3]. Il porte sur des thématiques telles que les principes de base de la comptabilité et de la gestion, l'étude de marché, la planification d'entreprise, l'épargne et l'investissement. La formation se concentre également sur le choix des activités économiques, y compris une analyse des risques et des opportunités locales, sans toutefois intégrer une formation technique portant sur des activités précises.

2.3.2. Composante psychosociale : Projection ciné-débat et formation aux compétences de vie

Projection d'un film et discussion (« ciné-débat »). Cette séance donne une vue d'ensemble des mesures productives et encourage les bénéficiaires à participer aux activités. Chaque groupe d'épargne a bénéficié d'une session unique d'une durée de deux heures pour les participants au programme. La session comprend la projection d'un film sur des exemples de réussite de ménages qui ont surmonté des difficultés grâce à leur participation au programme. La projection du film a été suivie d'une discussion entre les membres du groupe d'épargne qui a abordé les questions des normes sociales, des aspirations et des valeurs de la communauté.

Formation aux compétences de vie : Une formation d'une semaine sur les compétences de vie, dénommée *Atelier compétences de vie* (ACV), est dispensée aux groupes de bénéficiaires. Le curriculum

[3] Gérez mieux votre entreprise (GERME)

a été adapté à partir des ateliers de compétences de vie développés au Bénin par un bureau de formation local. Il est basé sur des jeux de rôle et d'autres activités de groupe, et aborde les obstacles comportementaux et sociaux à la prise de décision, l'estime de soi et l'initiative personnelle, les aspirations et les normes sociales.

2.3.3. Composante capitale : Subvention en espèces

Subvention unique en espèces. La composante capitale consistait en une subvention unique en espèces de 9 000 MRU pour les ménages. Le montant a été fixé pour l'ensemble des pays inclus dans les mesures productives du PPSAS, sur la base d'un examen des meilleures pratiques internationales. En Mauritanie, le montant de la subvention équivaut à 62 % de la consommation médiane annuelle par adulte et à 13 % par ménage. La subvention en espèces vise à répondre aux contraintes financières auxquelles sont confrontés les ménages participants et à soutenir les investissements dans les activités génératrices de revenus. La subvention a été versée en une seule fois et en plus des transferts monétaires réguliers que les ménages participants reçoivent déjà. La subvention a été accordée aux participants après la préparation et la validation d'un plan d'affaires simple.

2.4. Mise en œuvre du programme

Le projet pilote de mesures d'inclusion productives de Tekavoul était géré par l'agence nationale *Tadamoun*. *Tadamoun* gère l'ensemble du programme *Tekavoul* par l'intermédiaire d'un coordinateur national et de quatre responsables des différentes composantes de *Tekavoul*, dont un directeur des mesures d'inclusion productive. Deux ONG, ECODEV et ADIG, mettent en œuvre les mesures d'inclusion productive au niveau local à travers un réseau de gestionnaires, de superviseurs et d'animateurs. Un opérateur de paiement (Banque El Amana) a été chargé d'octroyer la subvention unique en espèces aux ménages bénéficiant de des paquets complet et capital. Au niveau du programme régional PPSAS, deux ONG ont été engagées pour mettre au point des outils de formation et mener des activités de formation des formateurs : Trickle Up pour l'encadrement et les groupes d'épargne, et CESAM pour les compétences de vie et les formations à la micro-entreprise. Trickle Up a formé directement les animateurs des deux ONG locales en Mauritanie aux activités d'accompagnement et d'épargne. CESAM a organisé des formations de formateurs pour des spécialistes locaux qui ont ensuite formé les superviseurs et les animateurs des deux ONG locales pour les formations en micro-entrepreneuriat et les ateliers compétences de vie.

2.4.1. Qualité de la mise en œuvre

Dans l'ensemble, les interventions ont été menées avec succès et avec un taux de participation élevé. En moyenne, les accompagnateurs ont assisté à 2,2 réunions de groupes d'épargne par mois. Le taux de participation aux groupes d'épargne était élevé (92,2 %). Les activités de coaching individuel et de groupe ont été menées de manière satisfaisante, bien que les taux de participation à ces activités étaient légèrement inférieurs car les visites à domicile ne portaient pas sur tous les bénéficiaires. La Mauritanie a néanmoins enregistré le taux de participation le plus élevé aux séances de coaching individuel de tous les pays de l'étude. La participation a également été élevée lors des séances de sensibilisation (ciné-débat), des formations aux compétences de vie et de micro-entrepreneuriat. Par exemple, sur un total de 72 sessions communautaires planifiées, 68 ont été menées à bien.

Tableau 2 - *Indicateurs de suivi pour les six interventions productives en Mauritanie*

Intervention	Indicateur de suivi	Valeur
Formation des groupes	Nombre de groupes actifs	104
Groupes d'épargne	Taux de participation aux groupes d'épargne (%)	92,2
	Nombre moyen de réunions mensuelles du groupe en présence d'un encadreur	2,2
Accompagnement/coaching	Taux de participation aux séances de coaching de groupe (%)	90,6
	Proportion moyenne de bénéficiaires visités chaque mois pour un coaching individuel (%)	57,4
Projection film-débat	Participation des bénéficiaires à la session de sensibilisation (ciné-débat) (%)	90,4
Atelier compétences de vie	Groupes ayant suivi une formation aux compétences de vie (%)	94
	Participants ayant assisté à au moins une session (%)	95,1
Formation au micro-entrepreneuriat	Groupes ayant suivi une formation au micro-entrepreneuriat (%)	95,2
	Participants ayant assisté à au moins une session (%)	95,2
Subvention en espèces	Plans d'affaires réalisés (%)	84,1
	Participants ayant reçu leur subvention en espèces (%)	95,2

Sources : Présentation de l'atelier sur les enseignements opérationnels (novembre 2022) et Rapport de mise en œuvre et de suivi sur le terrain des activités d'inclusion productive du PSA Sahel (avril 2021).

Les coûts du programme en Mauritanie étaient plus élevés que dans les autres pays couverts par l'étude. Cela s'explique en partie par la taille plus réduite du programme et le ratio plus faible de bénéficiaires par personnel qualifié de l'ONG. Les coûts du programme s'élevaient en moyenne à 573 USD par personne, y compris la subvention unique de 216 USD (tableau 3). Les coûts par participant restent relativement bas par rapport à d'autres programmes d'inclusion productive au niveau international, et ce grâce à l'intégration dans le programme national de filets sociaux.

Tableau 3 - *Coût par bénéficiaire et par intervention pour le projet pilote d'inclusion productive en Mauritanie*

Intervention	Coût unitaire (en USD)	Pourcentage du coût total
Groupes d'épargne (y compris la formation de groupes)	99	17 %
Accompagnement/coaching	77	13 %
Projection ciné-débat	36	6 %
Ateliers compétences de vie	44	8 %
Formation au micro-entrepreneuriat	38	7 %
Subvention en espèces	216	38 %
Administration du programme	62	11 %
Coût total	**573**	**100 %**

Source : Atelier sur les enseignements opérationnels (novembre 2022)

2.5. Sélection des bénéficiaires et couverture du programme

En Mauritanie, le programme a fixé une limite d'âge pour le bénéficiaire des mesures productives. La participante au *projet pilote Tekavoul* est la bénéficiaire des transferts monétaires (la mère des enfants du ménage ou la première épouse dans un ménage polygame) si elle a entre 18 et 49 ans. Dans le cas contraire, l'une des filles du ménage, âgée de 18 à 49 ans, a été sélectionnée au hasard pour être le bénéficiaire des mesures d'inclusion productive. Les ménages bénéficiaires habitent la moughataa de Selibaby, dans la région du Guidimaka, et la moughataa de Barkeol, dans la région de l'Assaba (*Figure 1*).

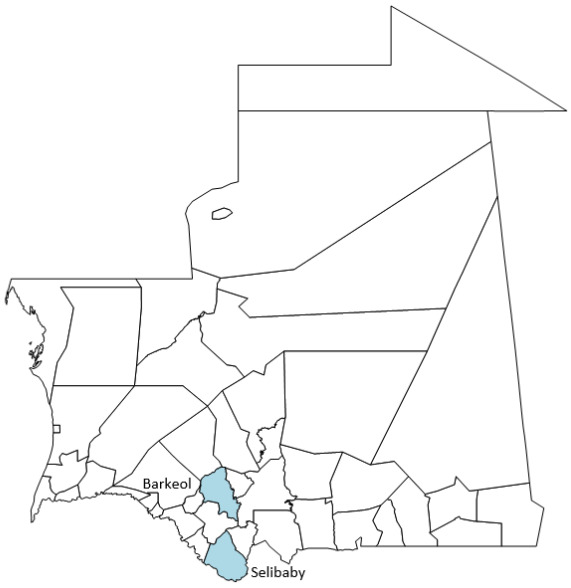


Figure 1 - *Couverture géographique du projet pilote d'inclusion productive et de l'évaluation d'impact en Mauritanie*

III. CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DE L'EVALUATION D'IMPACT

3.1. Conception de l'évaluation d'impact

L'évaluation d'impact vise à estimer l'impact des mesures productives, y compris la valeur ajoutée des composantes psychosociales et de capital. L'évaluation d'impact consiste en un essai contrôlé à sélection aléatoire qui permet de mesurer l'efficacité de trois variantes du programme d'inclusion productive par rapport à un groupe témoin (*Figure 2*). Cela fournit quatre « paquets », comprenant un groupe témoin et trois groupes de traitement : 1) le paquet capital, composé du coaching, de groupes d'épargne et de crédit, d'une formation à l'entrepreneuriat et d'une subvention en espèces ; 2) le paquet psychosocial, composé du coaching, de groupes d'épargne et de crédit, d'une formation à l'entrepreneuriat, d'une projection ciné-débat de sensibilisation sur les normes et aspirations et d'une formation aux compétences de vie et 3) le paquet complet, composé des six mesures. Ces paquets sont mis en œuvre parallèlement au programme national de transferts monétaires. Tous les groupes (y compris le groupe témoin) continuent de recevoir des transferts monétaires réguliers. Le groupe témoin n'a pas participé aux interventions productives.

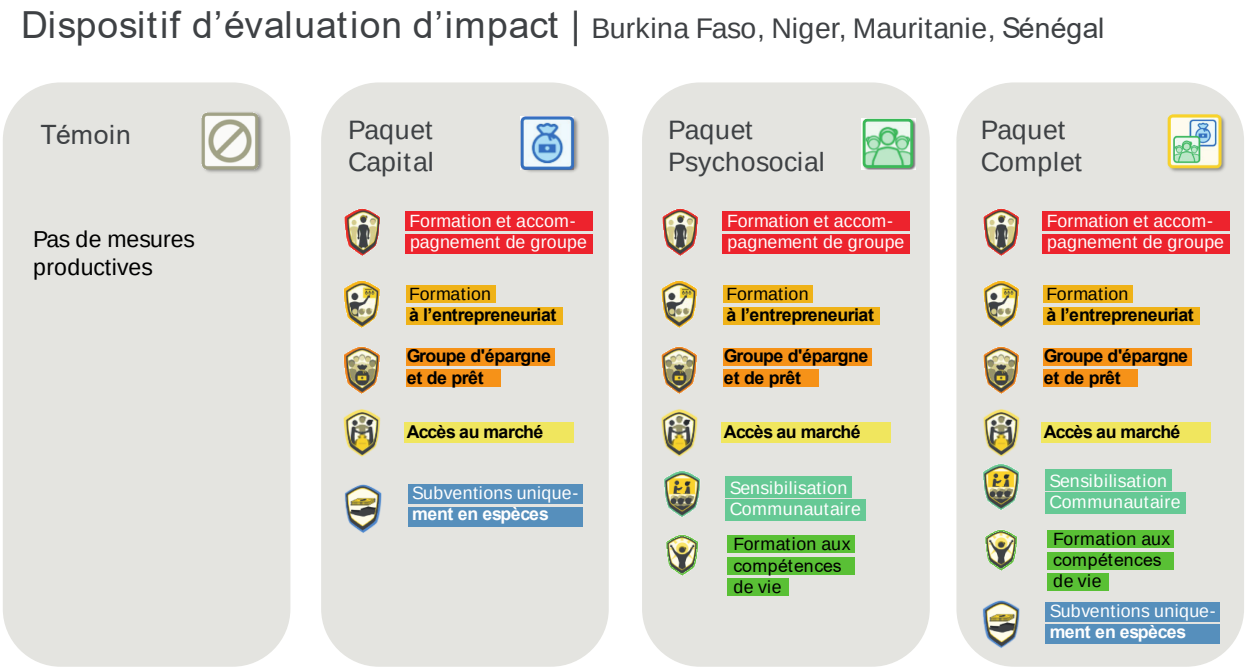


Figure 2 - *Protocole de l'évaluation d'impact*

L'évaluation d'impact a été conçue pour évaluer l'efficacité des trois différents paquets de mesures d'inclusion productive, au-delà des transferts monétaires, et en comparaison les uns avec les autres. Elle permet également de mesurer la valeur ajoutée ou les impacts marginaux des éléments clés de chaque intervention. Par exemple, en comparant le paquet complet avec les paquets psychosocial et

capital, il est possible d'identifier la valeur ajoutée – ou l'impact marginal – des interventions psychosociales et de la subvention en espèces.

3.2. Échantillonnage et calendrier

En Mauritanie, l'évaluation d'impact a aussi été conçue pour mesurer l'impact de trois types d'interventions différents : les transferts monétaires réguliers de Tekavoul, les activités d'accompagnement de la promotion sociale et le paquet de mesures d'inclusion productive. Les ménages ont été regroupés en 118 espaces de promotion sociale (EPS), qui constituent l'unité administrative des transferts monétaires et des activités de promotion sociale. Un espace de promotion sociale correspond approximativement à un village ou à un quartier, mais il peut également s'agir d'une partie d'un village plus grand ou d'un regroupement de plusieurs petits villages. Les EPS ont ensuite été sélectionnés aléatoirement pour bénéficier ou non d'activités de promotion sociale (62 EPS). Tous les villages ont ensuite été répartis de manière aléatoire dans l'un des quatre groupes de traitement de l'inclusion productive régionale. Au sein de chaque EPS, les individus ont été sélectionnés de manière aléatoire pour être bénéficiaires ou non de transferts monétaires, parmi les ménages figurant dans le registre social. Seuls les bénéficiaires de transferts monétaires ont reçu les mesures productives. Le présent rapport se concentre sur l'impact des mesures d'inclusion productive.

L'enquête de référence a été réalisée de décembre 2017 à février 2018 à Selibaby et de mars à avril 2018 à Barkeol. Deux enquêtes de suivi (FU1 et FU2) ont été réalisées 12 mois et 16 mois après la remise de la subvention en espèces (« post-intervention »). La majorité des ménages ont reçu leur subvention en octobre 2019. L'enquête à 12 mois a été réalisée entre septembre et novembre 2020 par téléphone et l'enquête à 16 mois a été réalisée en personne entre février et avril 2021. Le présent rapport présente les résultats de l'enquête de suivi à 16 mois car elle comprend un plus grand nombre d'indicateurs.



Figure 3 - *Calendrier du projet pilote d'inclusion productive et de l'évaluation d'impact en Mauritanie*

3.3. Description des données de l'enquête de référence

L'enquête de référence a permis de mesurer certaines caractéristiques des bénéficiaires des mesures d'accompagnement à l'inclusion productive. Les ménages comptent en moyenne 7,8 membres, dont 4,6 enfants de moins de 15 ans. Les bénéficiaires productifs ont en moyenne 36 ans et 99 % d'entre eux sont des femmes. Comme le programme cible les femmes chefs de famille, le bénéficiaire productif potentiel est le chef de famille dans 48 % des ménages.

Les autres caractéristiques des ménages bénéficiaires en Mauritanie sont les suivantes :

Distance aux services de base. En utilisant le moyen de transport le plus courant, les personnes interrogées mettent en moyenne 60 minutes pour se rendre au centre de santé le plus proche, 64 minutes pour se rendre au marché le plus proche et 24 minutes pour se rendre à la source d'eau la plus proche.

Consommation. La consommation alimentaire quotidienne par équivalent adulte s'élève en moyenne à 2,4 USD (PPA 2016). La consommation alimentaire représente environ 73 % de la consommation totale par équivalent adulte.

Activités génératrices de revenus. Les activités économiques sont essentiellement de nature agropastorale. Les céréales étaient la culture la plus courante, cultivée par 32 % des ménages à Barkeol et 61 % des ménages à Selibaby au moment de l'enquête de référence. Viennent ensuite les légumineuses, les tubercules et les cultures de saison sèche. Les types de bétail les plus courants sont les moutons et les chèvres, ainsi que les ânes, les chevaux, les chameaux et les bovins. Parmi les ménages de Barkeol, 73 % élèvent des moutons ou des chèvres, contre 43 % à Selibaby. Relativement moins de ménages s'engagent dans des AGR non agricoles – environ 18 % des ménages à Selibaby et 30 % des ménages à Barkeol.

Chocs et épargne. Parmi les ménages échantillonnés, 34 % ont subi une sécheresse ou des pluies irrégulières au cours des 12 derniers mois. Viennent ensuite les chocs de prix (17 % des ménages) et les chocs idiosyncrasiques (14 %). Les stratégies d'adaptation les plus courantes comprennent la modification des habitudes de consommation alimentaire (23 % des ménages), la réduction des dépenses de santé ou d'éducation (12 %), la vente de bétail (10 %) et l'utilisation de l'épargne (8 %). En termes d'épargne, seuls 2 % des bénéficiaires conservent leurs économies en dehors du ménage et 6 % sont membres d'une tontine ou d'un groupe d'épargne.

IV. RÉSULTATS

Dans l'ensemble, les résultats obtenus 16 mois après l'octroi de la subvention démontrent que les mesures productives ont eu un impact positif substantiel. Les principaux indicateurs de résultats mesurés portent sur la consommation des ménages, les actifs des ménages, les activités génératrices de revenus et les profits, l'épargne et les mesures de bien-être psychologique et social. Les trois paquets (complet, capital et psychosocial) ont entrainé de impacts sur certaines de ces dimensions ; cependant, les paquets complet et capital sont ceux qui ont eu le plus d'impact. Tous les résultats sont présentés en comparaison avec le groupe témoin, qui a continué à recevoir des transferts monétaires réguliers dans le cadre de Tekavoul.

Consommation des ménages et sécurité alimentaire. Le paquet complet a eu un impact positif sur la consommation et la sécurité alimentaire. Plus précisément, le paquet complet a augmenté la consommation quotidienne brute de 0,31 USD par équivalent adulte, soit 8 % de plus que le groupe témoin (statistiquement significatif au seuil de 10 %). La sécurité alimentaire a également augmenté pour le paquet complet par rapport au groupe témoin (significatif au seuil de 10 %). L'augmentation de la consommation est en grande partie due à la consommation non alimentaire, par exemple les dépenses en télécommunications. Bien que les paquets psychosocial et capital n'aient pas eu d'impact significatif sur la consommation ou la sécurité alimentaire, des tendances positives sont observées.

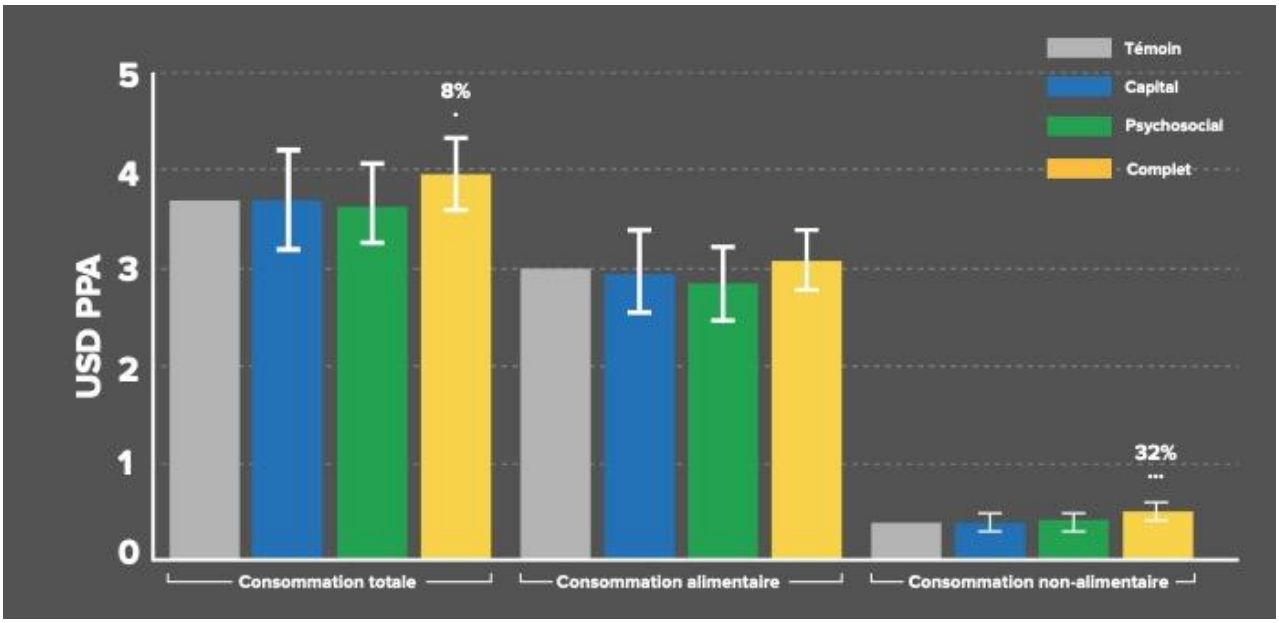


Figure 4 - *Impacts sur la consommation des ménages (par jour et par équivalent adulte, en USD PPA)*

Revenus des ménages et des entreprises. Le paquet capital a eu un impact significatif sur les revenus totaux des ménages, et le paquet complet a eu un impact significatif sur les revenus des entreprises (AGR non agricoles) des bénéficiaires et des ménages. Le revenu annuel total des ménages a augmenté de 182,38 USD pour le paquet capital (significatif au seuil de 10 %). Le paquet complet a eu le plus grand impact sur le chiffre d'affaires annuel des entreprises, qui a augmenté de 168,80 USD (significatif au seuil de 5 %) au niveau des bénéficiaires et de 136,52 USD (significatif au seuil de 10 %) au niveau des ménages.

Cela représente une augmentation de 93 % (pour les bénéficiaires) et de 46 % (pour les ménages) par rapport au chiffre d'affaires des entreprises du groupe de contrôle. Les investissements des bénéficiaires dans les entreprises ont également augmenté de manière significative, tant pour le paquet capital que pour le paquet complet (*Figure 5*).

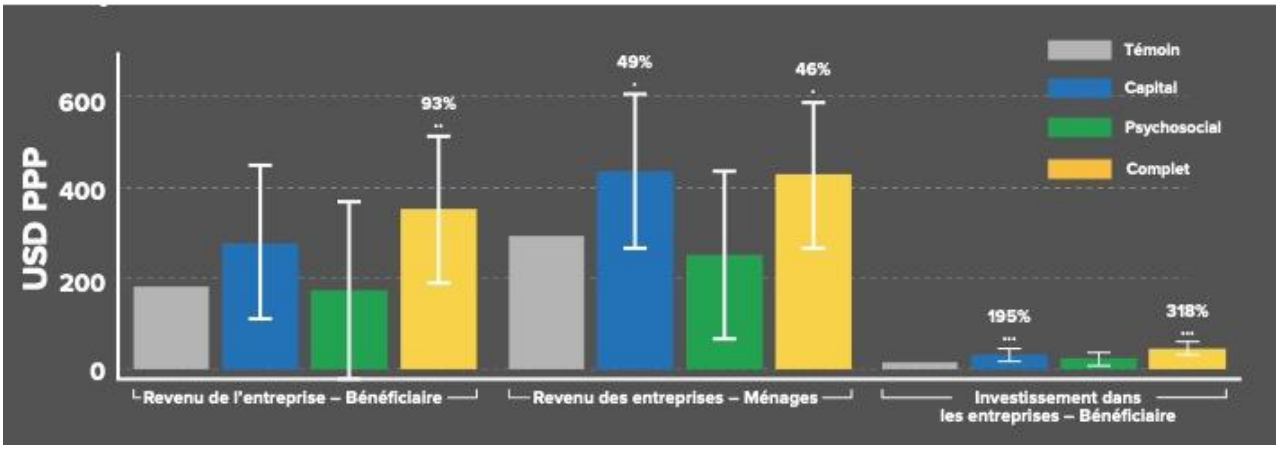


Figure 5 - *Impacts sur les revenus des entreprises et les investissements au niveau des individus et des ménages (USD PPA)*

Il n'y a pas de changement notable dans les revenus salariaux. La valeur des récoltes des bénéficiaires individuels a diminué avec le paquet capital, ce qui peut être lié à l'augmentation des activités non agricoles (voir la section suivante). Les revenus des ménages liés au bétail ont augmenté de 32,70 USD par an pour le paquet capital (significatif au seuil de 10 %).

Activités génératrices de revenus. La diversification des revenus des bénéficiaires s'est accrue tant pour le paquet capital que pour le paquet complet. Au niveau des ménages, le nombre de sources de revenus et le nombre de types d'entreprises non agricoles ont augmenté pour le paquet complet. En outre, le nombre de sources de revenus a augmenté pour le paquet psychosocial, et le nombre de types d'entreprises non agricoles a augmenté pour le paquet capital. Dans l'ensemble, ces impacts ont été les plus importants pour le paquet complet.

Au niveau des bénéficiaires, le temps passé par mois dans des entreprises non agricoles a augmenté de 1,67 jour pour le paquet capital (significatif au seuil de 5 %) et de 2,80 jours pour l'ensemble des mesures (significatif au seuil de 1 %). Ces chiffres sont supérieurs de 73 % à ceux du groupe témoin pour le paquet capital et de 122 % à ceux du groupe témoin pour le paquet complet. Pour le paquet complet, les jours consacrés aux activités agricoles au cours de la saison agricole passée ont également augmenté (*Figure 6*).

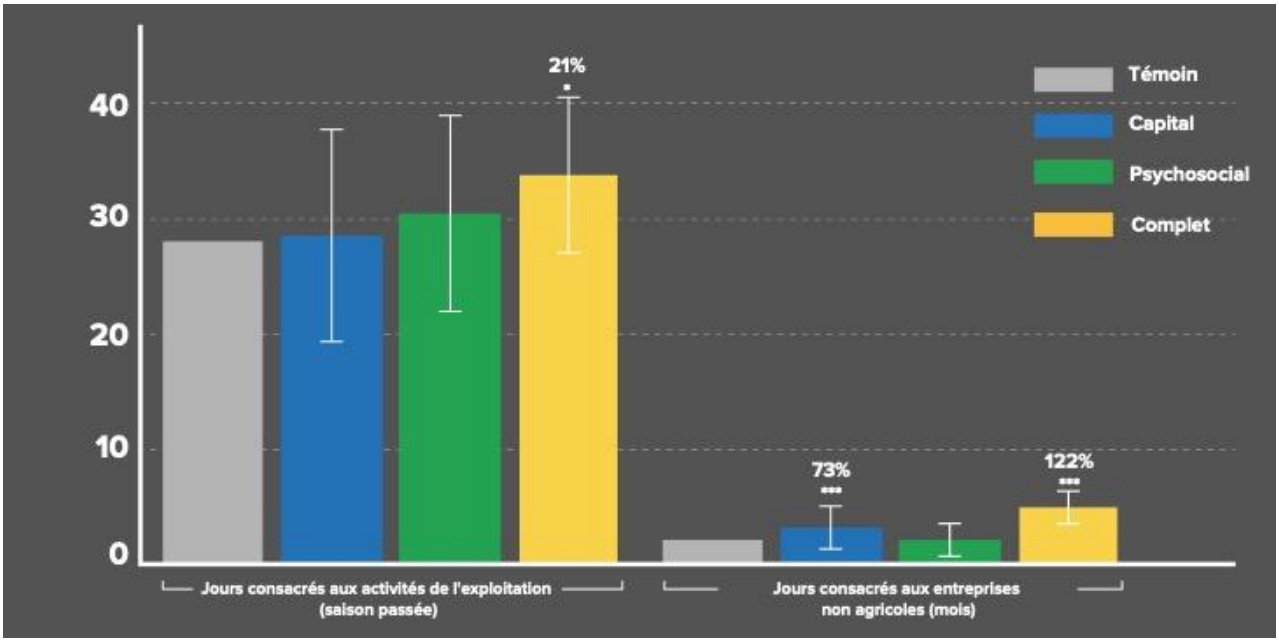


Figure 6 - *Temps consacré aux activités professionnelles agricoles et non agricoles, par bénéficiaire*

Les mesures productives ont eu un impact notable sur les activités non agricoles au niveau des bénéficiaires et des ménages. Tant pour le paquet capital que pour le paquet complet, la probabilité qu'un ménage ait une entreprise non agricole a augmenté de 17 points de pourcentage par rapport au groupe témoin. Le nombre et les types d'entreprises non agricoles, la taille de la main-d'œuvre non agricole et le nombre de mois travaillés au cours de l'année écoulée dans des entreprises non agricoles ont également augmenté. Enfin, les ménages ont davantage recours à des pratiques commerciales saines dans la gestion des entreprises non agricoles[4]. Pour la quasi-totalité de ces résultats sur les AGR, l'impact du paquet psychosocial n'est généralement pas décelable. Lorsque des impacts significatifs ont été constatés, leur ampleur était inférieure à celle des paquets capital et complet.

Actifs et épargne des ménages. L'indice des actifs des ménages, qui comprend des biens tels que les téléviseurs, les téléphones portables, les lits et les tables, a augmenté pour les paquets capital et complet (significatif au seuil de 5 %). Toutefois, la valeur des actifs productifs (par exemple, les actifs agricoles, commerciaux et le bétail) n'a pas changé. Tous les paquets ont un impact positif significatif sur la participation des ménages aux groupes d'épargne et sur le montant de l'argent épargné. La participation des ménages aux groupes d'épargne a augmenté de 34 points de pourcentage pour le paquet capital, de 27 points de pourcentage pour le paquet psychosocial et de 37 points de pourcentage pour le paquet complet (tous significatifs au seuil de 1 %), par rapport à la moyenne du groupe de contrôle de 12 % de participation. Il en résulte d'importantes augmentations pour les trois paquets, la participation ayant été multipliée par deux ou trois par rapport au groupe témoin (*Figure 7*). En outre, sur une période de trois mois, le montant de l'épargne a augmenté de 26,21 USD pour le paquet capital, de 8,86 USD pour le paquet

[4] Les pratiques commerciales saines comprennent des pratiques telles que le suivi des créanciers, le contrôle de la rentabilité, la recherche d'un retour d'information de la part des clients, et la fixation d'objectifs de vente.

psychosocial et de 27,51 USD pour le paquet complet (tous significatifs au seuil de 1 %). Par rapport à une moyenne de contrôle de 4,11 USD, les pourcentages d'augmentation sont donc très importants, comme le montre la figure ci-dessous. Bien que la dette ait diminué dans les trois paquets, les changements ne sont pas statistiquement significatifs par rapport au groupe témoin.

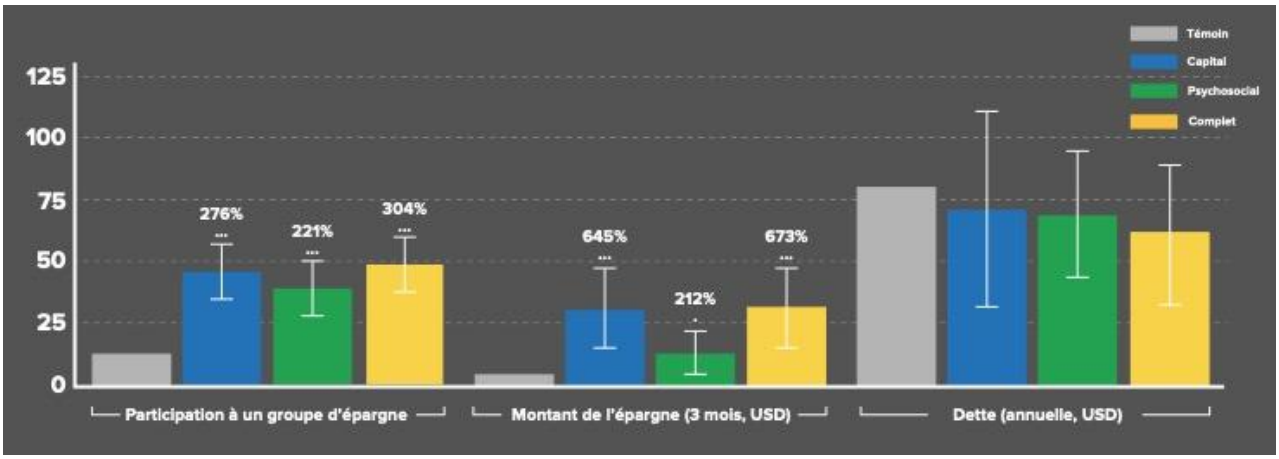


Figure 7 - *Impact des mesures productives sur la participation à des groupes d'épargne et sur l'endettement*

Bien-être psychologique et social. Les paquets capital et psychosocial améliorent les normes sociales (*Figure 8*). Cette amélioration est largement due à des changements significatifs dans l'indice des normes descriptives, qui reflète les perceptions de la participation des femmes aux activités économiques et à la liberté de mouvement. Cela s'explique par plus fréquente connaissance de femmes impliquées dans les affaires et d'autres activités sociales. Toutefois, aucun paquet n'a eu d'impact sur les mesures du bien-être psychologique (indice de santé mentale, d'auto-efficacité et d'attentes futures).

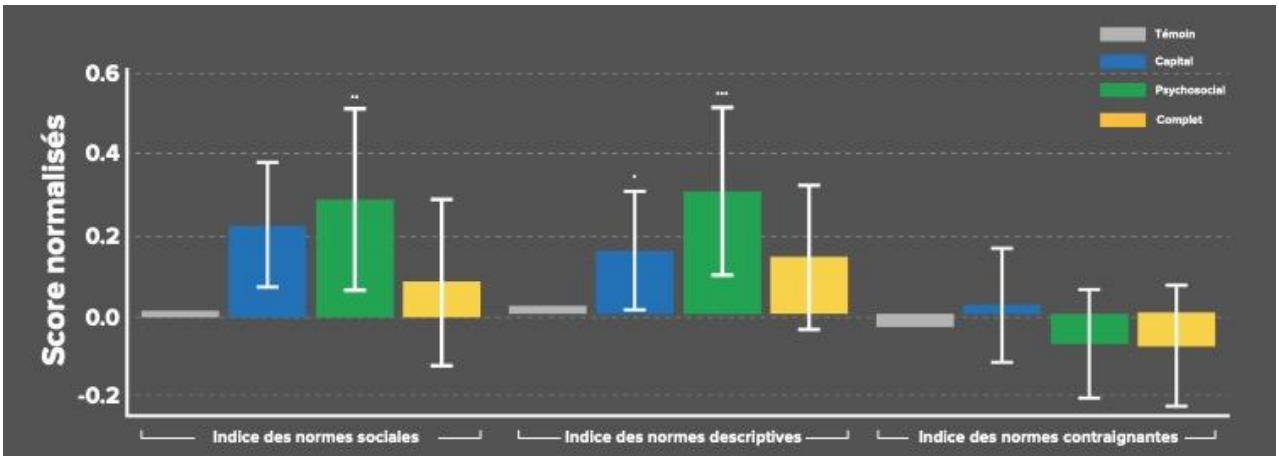


Figure 8 - *Impact des mesures productives sur les normes sociales*

Autonomisation économique. En ce qui concerne la dynamique et la prise de décision au sein du ménage, on a observé des augmentations importantes et significatives du contrôle des femmes sur les revenus et sur les ressources du ménage pour l'ensemble des paquets. En outre, la part des revenus de la bénéficiaire dans les revenus totaux des ménages a augmenté pour l'ensemble des paquets. Il est intéressant de noter que l'indice des attitudes de genre s'est détérioré pour le paquet psychosocial. Il conviendrait d'en étudier plus en profondeur les raisons potentielles.

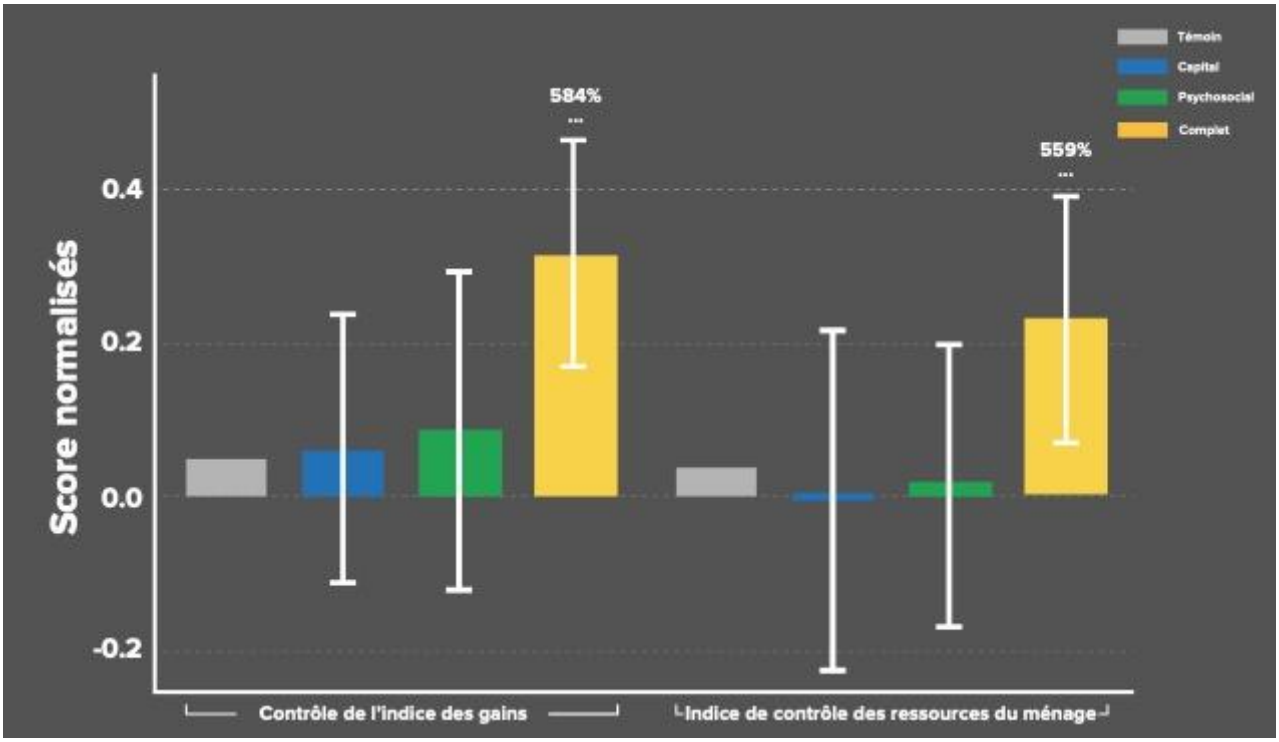


Figure 9 - *Impact des mesures productives sur la dynamique intra-ménage et l'autonomisation des femmes*

V. CONCLUSION

Ce rapport résume les résultats de l'évaluation de l'impact des mesures d'inclusion productive du projet Tekavoul dans leur phase pilote de mise en œuvre en Mauritanie. L'évaluation a comparé les impacts de trois variantes de mesures d'inclusion productive : un paquet capital, un paquet psychosocial et un paquet complet. Les trois variantes participent à des groupes d'épargne, reçoivent du coaching/accompagnement et une formation à l'entrepreneuriat. Les participants au paquet capital reçoivent une subvention unique en espèces, tandis que les participants au paquet psychosocial reçoivent une formation en compétences de vie et prennent part à une projection de film et à une discussion sur les normes sociales. Le paquet complet combine toutes les interventions. Les impacts des trois variantes sont comparés à ceux d'un groupe témoin, qui a continué à recevoir des transferts monétaires réguliers.

Les résultats obtenus 16 mois après l'octroi de la subvention démontrent que les mesures productives ont eu un impact positif substantiel. Les trois paquets (complet, capital et psychosocial) ont contribué à l'amélioration des résultats ; cependant, les paquets complet et capital sont ceux qui ont eu le plus d'impact. En particulier, le paquet complet a contribué à l'amélioration de la consommation totale, de la consommation non alimentaire, des revenus des entreprises et des investissements, de la diversification des revenus, des activités commerciales agricoles et non agricoles, et de la participation aux groupes d'épargne. Le paquet complet a également contribué à modifier la dynamique et la prise de décision au sein des ménages, comme le montrent les indices de contrôle des revenus et de contrôle des ressources du ménage. Les paquets capital et psychosocial ont également contribué à des impacts positifs, mais dans la plupart des cas, l'ampleur du changement a été la plus importante pour le paquet complet. Cela montre que la combinaison des différentes interventions (de base, psychosociales et capital) conduit aux plus grands impacts pour les participants et leurs ménages en s'attaquant aux multiples contraintes auxquelles ils sont confrontés simultanément.

VI. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Alderman, Harold, and Ruslan Yemtsov. 2014. "How Can Safety Nets Contribute to Economic Growth?" *World Bank Economic Review* 28 (1): 1–20.

Balboni, Clare, Oriana Bandiera, Robin Burgess, Maitreesh Ghatak, and Anton Heil, 2023. "Why Do People Stay Poor?" *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford University Press, vol. 137(2), pages 785-844.

Banerjee, Abhijit V., Esther Duflo, Nathanael Goldberg, Dean Karlan, Robert Osei, William Pariente, Jeremy Shapiro, Bram Thuysbaert, and Christopher Udry. 2015. "A Multi-faceted Program Causes Lasting Progress for the Very Poor: Evidence from Six Countries." *Science*, 348(6236): 772-788.

Banerjee, Abhijit, Esther Duflo, and Garima Sharma. 2021. "Long-Term Effects of the Targeting the Ultra Poor Program." *American Economic Review: Insights; American Economic Association*, vol. 3(4), pages 471-486, December.

Bandiera, Oriana, Robin Burgess, Narayan Das, Selim Gulesci, Imran Rasul, and Munshi Sulaiman. 2017. "Labor Markets and Poverty in Village Economies." *The Quarterly Journal of Economics* 132 (2): 811–70.

Bastagli, Francesca, Jessica Hagen-Zanker, Luke Harman, Valentina Barca, Georgina Sturge, and Tanja Schmidt. 2019. "The Impact of Cash Transfers: A Review of the Evidence from Low- and Middle-Income Countries." *Journal of Social Policy* 48 (3): 569–94.

Bedoya, Guadalupe, Aidan Coville, Johannes Haushofer, Mohammad Isaqzadeh, and Jeremy P. Shapiro. 2019. "No Household Left Behind: Afghanistan Targeting the Ultra Poor Impact Evaluation," NBER Working Papers, no. 25981.

Bossuroy, Thomas, Estelle Koussoube, and Patrick Premand. 2020. "Constraints to Productive Employment Faced by Safety Nets Beneficiaries in the Sahel: Results of a Multi-Country Qualitative Assessment." Washington, DC: The World Bank.

Bossuroy, Thomas; Goldstein, Markus; Karimou, Bassirou; Karlan, Dean; Kazianga, Harounan; Parienté, William; Premand, Patrick; Udry, Chris; Thomas, Catherine; Vaillant, Julia; Wright, Kelsey. 2022a. "Impact des mesures d'inclusion productive dans les filets sociaux adaptatifs au Niger", Washington DC : The World Bank.

Bossuroy, Thomas; Goldstein, Markus; Karimou, Bassirou; Karlan, Dean; Kazianga, Harounan; Parienté, William; Premand, Patrick; Udry, Chris; Thomas, Catherine; Vaillant, Julia; Wright, Kelsey. 2022b. "Tackling Psychosocial and capital constraints to alleviate poverty," *Nature*.

Bossuroy, Thomas; Karlan, Dean; Kazianga, Harounan; Parienté, William; Premand, Patrick; Udry, Chris; Vaillant, Julia; Wright, Kelsey. 2024. "Impact des mesures d'inclusion productive du Programme Burkin Naong Sa Ya au Burkina Faso," Washington, DC: The World Bank.

Le Teuff, Line. 2020. "Évaluation des processus de mise en œuvre du projet *Yokk Koom*," Washington, DC : The World Bank.

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/la Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web: www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou incohérences qui pourraient apparaître dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation ou du défaut d'utilisation des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales, dès lors que sa paternité est pleinement reconnue.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Remerciements

Le Programme de Protection Social Adaptative au Sahel, PPSAS, est un fonds fiduciaire multi-bailleurs géré par la Banque mondiale. Il vise à renforcer les systèmes de protection sociale adaptative dans le Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) afin d'améliorer la résilience des ménages et des communautés pauvres et vulnérables face aux impacts du changement climatique.

Le programme est appuyé par l'Allemagne, le Danemark, la France et le Royaume-Uni.

Federal Ministry for Economic Cooperation and Development
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK Danida
AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
UKaid from the British people